

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher

Blois, le 30/11/2022

49 bis, rue Laplace  
41 000 BLOIS

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/11/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **AMF QSE (Bâtiment A)**

14 allée du Piot  
ZAC POLE ACTIF  
30660 GALLARGUES LE MONTUEUX

Références : 2022-1182  
Code AIOT : 0010014183

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/11/2022 dans l'établissement AMF QSE (Bâtiment A) implanté ZAC des portes de Chambord 41500 MER. L'inspection a été annoncée le 10/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AMF QSE (Bâtiment A)
- ZAC des portes de Chambord 41500 MER
- Code AIOT : 0010014183
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

Les activités du site AMF QSE - bâtiment A sont encadrées par l'arrêté préfectoral du 14/06/2022. Ce bâtiment est actuellement loué à la société DB SCHENKER pour le stockage de climatiseur. La configuration en 6 cellules a été mise en place.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Conformité au dossier
- Plan des réseaux
- État des stocks
- Dispositions constructives
- Moyens d'intervention et de lutte contre l'incendie
- Installations électriques et installations de protection contre la foudre

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	État des stocks	AP Complémentaire du 17/06/2022, article 7.2.1	/	Sans objet
4	Zonage des dangers	AP Complémentaire du 17/06/2022, article 7.2.2	/	Sans objet
5	Contrôle des accès	AP Complémentaire du 17/06/2022, article 7.2.4	/	Sans objet
6	Accessibilité au site	AP Complémentaire du 17/06/2022, article 7.3.1	/	Sans objet
7	Cantonnement	AP Complémentaire du 17/06/2022, article 7.5	/	Sans objet
8	Dispositions constructives	AP Complémentaire du 17/06/2022, article 7.4	/	Sans objet
11	Points d'eau incendie	AP Complémentaire du 17/06/2022, article 7.13	/	Sans objet
12	RIA	AP Complémentaire du 17/06/2022, article 7.22.2	/	Sans objet
13	Installations électriques	AP Complémentaire du 17/06/2022, article 7.15.1	/	Sans objet
15	POI	AP Complémentaire du 17/06/2022, article 7.25	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Consistance des installations	AP Complémentaire du 17/06/2022, article 1.2.4.1	/	Sans objet
2	Plan des réseaux	AP Complémentaire du 17/06/2022, article 4.2.2	/	Sans objet
9	Murs coupe-feu	AP Complémentaire du 17/06/2022, article 7.6	/	Sans objet
10	Confinement des eaux d'extinction incendie	AP Complémentaire du 17/06/2022, article 7.11	/	Sans objet
14	Protection contre la foudre	AP Complémentaire du 17/06/2022, article 7.15.2	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessus.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Consistance des installations

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 17/06/2022, article 1.2.4.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, caractéristiques générales
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement, dit « Bâtiment A », comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, occupe une superficie de 112 421 m <sup>2</sup> (emprise du lot n°1) et est organisé de la façon suivante : <ul style="list-style-type: none"><li>• un bâtiment d'une surface bâtie de 36753 m<sup>2</sup> comprenant :<ul style="list-style-type: none"><li>◦ un entrepôt composé de 6, 7 ou 8 cellules offrant une surface totale de 35 482 m<sup>2</sup>;</li><li>◦ des bureaux divisibles (2 blocs) : un en RDC pour 234 m<sup>2</sup> et en R+1 pour 1780 m<sup>2</sup>, situés en façade nord – est, respectivement au droit de la cellule 2 et des cellules 4/5 ;</li><li>◦ des installations techniques :<ul style="list-style-type: none"><li>• trois locaux de charges situés à l'extérieur des cellules de stockage.</li><li>• une chaufferie et un local transformateur situés en façade nord-est de la cellule 6 ;</li><li>• un local sprinkleur de 120 m<sup>2</sup> situé en façade nord-est de la cellule 3 [...]</li></ul></li></ul></li></ul>
<b>Constats :</b> Pas de non-respect des prescriptions constaté.
<b>Observations :</b> Afin de vérifier la conformité des installations construites et mises en service avec le dossier de demande d'autorisation, l'inspection a demandé la version définitive du plan de masse.  L'exploitant a produit le plan de masse en date du 28/10/2019 (indice K), sur lequel figurent les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- un entrepôt composé de 6 cellules de stockage ;</li><li>- un bloc bureau, en façade Nord-Est au droit des cellules 4/5 ;</li><li>- trois locaux de charge à l'extérieur du bâtiment en façade Nord-Est, au niveau des cellules 1, 4 et 5 ;</li><li>- un local chaufferie et un local transformateur en façade Nord-Est de la cellule 6 ;</li></ul> La visite de site a permis de confirmer cette affectation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Plan des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 17/06/2022, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan des réseaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un schéma de tous les réseaux d'eau et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.  Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none"><li>• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,</li><li>• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)</li><li>• les secteurs collectés et les réseaux associés</li><li>• les ouvrages de toutes sortes, tels que les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques ou compteurs ;</li><li>• les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li></ul>
<b>Constats :</b> Pas de non-respect des prescriptions constaté.
<b>Observations :</b> L'exploitant a présenté un plan d'assainissement, en date du 09/07/2020. Ce document n'appelle de commentaire de la part de l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : État des stocks

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 17/06/2022, article 7.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, État des stocks
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, par cellule, indiquant la nature (notamment phrases de risques ou mentions de danger), leur classement dans la nomenclature des installations classées, et la quantité des substances et mélanges dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre doit pouvoir permettre de positionner l'établissement par rapport à la règle de dépassement direct et à la règle de cumul définies aux points I et II de l'article R. 511-11 du code de l'environnement. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. [...]</p>
<b>Constats :</b> L'état des stocks n'est pas cohérent pour la rubrique 1185.
<p><b>Observations :</b> L'état des stocks est affiché à l'entrée de l'accueil. L'exploitant indique qu'il est mis à jour chaque semaine.  Il détaille la quantité de produits combustibles et la quantité de gaz dans chaque cellule. Les gaz sont identifiés par type de fluide. L'inspection des installations classées indique qu'il faudrait rattacher ces informations aux rubriques ICPE correspondantes.  Par courriel du 15/11/2022, l'exploitant a transmis l'état des stocks en date du 10/11/2022 dans lequel il est bien indiqué les rubriques 1510 et 1185.  L'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral précise pour la rubrique 1185 les types de fluide R134A, R32, R410A et R744 associés à une quantité maximale. L'état des stocks en date du 10/11/2022 fait apparaître pour la rubrique 1185 des quantités pour d'autres types de fluide (R744 et R407C), ainsi que des quantités sans précision du gaz concerné.</p> <p>Un plan d'intervention détachable est également présent à cet endroit, permettant d'identifier la localisation des cellules indiquées dans l'état des stocks.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Zonage des dangers

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 17/06/2022, article 7.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Zonage des dangers
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p>
<b>Constats :</b> La nature du risque et les consignes à observer ne sont pas indiquées à l'entrée des zones concernées.
<p><b>Observations :</b> Un local de charge a été vu lors de la visite d'inspection.  Des consignes sont présentes à l'intérieur de la cellule. Néanmoins, en entrée de zone, la nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible) et les consignes à observer ne sont pas indiquées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Contrôle des accès

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 17/06/2022, article 7.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle des accès
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.[...]
<b>Constats :</b> L'exploitant ne prend pas les dispositions nécessaires au contrôle des accès.
<b>Observations :</b> Lors de l'inspection, il a été constaté que la barrière de l'accès PL située à proximité du bassin de rétention est levé. L'exploitant précise que cela est dû à un problème technique, une réparation est prévue prochainement. Il n'a pas été présenté de document attestant de cette intervention.  Il indique qu'en dehors des heures d'exploitation, cet accès est fermé par un portail. Il précise également que le site est sous télésurveillance.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Accessibilité au site

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 17/06/2022, article 7.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accessibilité au site
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée. L'installation dispose d'au moins deux accès, accessibles en permanence et positionnés de telle sorte qu'ils permettent à tout moment l'intervention services d'incendie et de secours. [...] La voie d'accès des services publics d'incendie et de secours est maintenue dégagée de tout stationnement. Elle comporte une matérialisation au sol faisant apparaître la mention « accès pompiers ». Ce dispositif peut être renforcé par une signalisation verticale de type « stationnement interdit ». L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours ou directement par ces derniers.
<b>Constats :</b> La matérialisation au sol faisant apparaître la mention « accès pompiers » n'est pas présente.
<b>Observations :</b> L'inspection a pu constater sur le terrain la présence des accès : accès PL/VL au Sud, accès PL et accès pompiers au Sud-Ouest du site. Des panneaux "stationnement interdit" sont affichés, mais il n'est pas précisé "accès pompier". Les voies pompiers sont maintenues en bon état de propreté. Pas d'observation de la part du SDIS.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 17/06/2022, article 7.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Cantonnement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 650 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres. [...] Dans le cas de stockage de liquides inflammables (1436, 4331 et 4755), les cellules sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 600 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres. [...]</p> <p>[...]Des exutoires à commande automatique et manuelle font partie des dispositifs d'évacuation des fumées. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage. [...]</p> <p>Il faut prévoir au moins quatre exutoires pour 1 000 mètres carrés de superficie de toiture. La surface utile d'un exutoire n'est pas inférieure à 0,5 mètre carré ni supérieure à 6 mètres carrés. Les dispositifs d'évacuation ne sont pas implantés sur la toiture à moins de 7 mètres des murs coupe-feu séparant les cellules de stockage. Cette distance peut être réduite pour les cellules dont une des dimensions est inférieure à 15 m.[...]</p> <p>La commande manuelle des exutoires est au minimum installée en deux points opposés de l'entrepôt de sorte que l'actionnement d'une commande empêche la manœuvre inverse par la ou les autres commandes. Ces commandes manuelles sont facilement accessibles aux services d'incendie et de secours depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage. Elles doivent être manœuvrables en toutes circonstances. [...]</p>
<b>Constats :</b> Le plan de désenfumage transmis n'est pas cohérent.
<p><b>Observations :</b> L'exploitant a présenté le plan de désenfumage en date du 25/06/2020.</p> <p>D'après le plan de désenfumage, les dimensions réglementaires des cantons de désenfumage et des exutoires sont respectées pour les cellules 1 à 5.</p> <p>Le détail des cantons en cellule 6 n'est pas indiqué sur ce plan.</p> <p>Lors de la visite terrain, l'inspection a constaté par sondage :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la présence des plans des cantons de désenfumage de la cellule au niveau de la commande manuelle de désenfumage ;</li> <li>- le découpage de la cellule 6 en quatre cantons de désenfumage.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 8 : Dispositions constructives

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 17/06/2022, article 7.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions constructives
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les dispositions constructives visent à ce que la cinétique d'incendie soit compatible avec l'évacuation des personnes, l'intervention des services de secours et la protection de l'environnement. Elles visent notamment à ce que la ruine d'un élément de structure (murs, toiture, poteaux, poutres par exemple) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de recoupement, et ne conduit pas à l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu. [...] Le système de couverture de toiture satisfait la classe BROOF (t3). [...]
<b>Constats :</b> Le procès-verbal transmis justifiant que le système de couverture de toiture satisfait la classe BROOF (t3) n'est pas valable à la date de construction de l'entrepôt. L'exploitant n'a pas apporté la justification du non-effondrement vers l'extérieur.
<b>Observations :</b> L'exploitant a transmis les documents suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- attestation de non-effondrement en chaîne en date du 19/02/2020 par la société AMOCER;</li><li>- procès-verbal de classement n° RS07-053 en date du 24/05/2007 par le CSTB concernant le caractère BROOF(T3) du système de couverture (membrane bitumineuse avec isolant en laine de roche) et l'extension n°07/3, valable jusqu'au 17/04/2012.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Murs coupe-feu

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 17/06/2022, article 7.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Compartimentage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]les parois qui séparent les cellules de stockage sont des murs au moins REI 120 ; le degré de résistance au feu des murs séparatifs coupe-feu est indiqué au droit de ces murs, à chacune de leurs extrémités, aisément repérable depuis l'extérieur par une matérialisation ;</p> <p>[...] La paroi du pignon nord-ouest du bâtiment (cellule n°1) est constituée d'un mur REI 120. L'ensemble de la façade sud-ouest du bâtiment (cellules n°1 à n°7) est constitué d'un mur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- REI 240 pour les cellules n°1 et n°2,</li> <li>- REI 120 pour les autres cellules.</li> </ul> <p>Les parois séparatives situées entre les cellules de stockage et les locaux techniques (chaufferie, locaux de charge, local transformateur, local sprinklage) sont des murs au moins REI 120. Les ouvertures effectuées dans ces parois séparatives (baies, convoyeurs, passages de gaines, câbles électriques et tuyauteries, portes, etc.) sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu équivalant à celui exigé pour ces parois, excepté pour les issues de secours des murs sud-ouest des cellules n°1 et n°2 qui sont EI 120. [...]</p> <p>Un marquage au sol matérialisant la zone qui doit rester libre afin de ne pas créer d'obstacles à la fermeture de portes automatiques est créé.</p>
<b>Constats :</b> Pas de non-respect des prescriptions constaté.
<p><b>Observations :</b> Les caractéristiques et localisations des murs coupe-feu REI120 et REI240 figurent sur le plan de masse en date du 28/10/2019.</p> <p>Pou justifier la résistance au feu REI240 des parois en façade Sud-Ouest des cellules 1 et 2, l'exploitant a transmis le procès-verbal de classement n° EFR-15-002200 en date du 12/07/2016 par la société Efectis France, valable jusqu'au 12 juillet 2021 pour une largeur maximum du mur de 11,5m entre deux poteaux et une hauteur maximum de 15m.</p> <p>Les procès-verbaux correspondant aux portes EI120 et le certificat NF pour les portes coulissantes ont été transmis. Ils n'appellent pas de commentaires de la part de l'inspection des installations classées.</p> <p>Lors de la visite d'inspection, il a été constaté par sondage que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le marquage au sol au niveau des portes automatique est bien présent ;</li> <li>- la matérialisation des murs REI120 est présente au droit des murs séparatifs coupe-feu.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 10 : Confinement des eaux d'extinction incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 17/06/2022, article 7.11
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Eaux d'extinction incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Le site dispose d'un bassin de confinement externe des eaux d'extinction incendie d'une capacité au moins égale à 1960 m<sup>3</sup>, commun avec la rétention extérieure au bâtiment prévue à l'article 7.10.3 du présent arrêté. [...]</p> <p>[...]Le réseau de collecte des eaux pluviales (de voiries) du site est muni d'un dispositif d'isolement (vanne martelière) asservie à l'installation d'extinction automatique d'incendie des cellules, de sorte qu'en cas d'incendie des cellules autres que celles stockant des liquides inflammables, les eaux d'extinction et les eaux issues des intempéries qui ruisselleront à l'intérieur de la cellule en feu, avant de rejoindre les quais, soient dirigées vers le bassin extérieur de confinement d'au moins 1960 m<sup>3</sup>.</p> <p>Le dispositif d'isolement précité est maintenu en état de marche, signalé et actionnable en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. [...]</p>
<p><b>Constats :</b> Pas de non-respect des prescriptions identifié.</p> <p>L'exploitant veillera à corriger les plans erronés.</p>
<p><b>Observations :</b> Le bassin de confinement est localisé au Sud-Ouest du site.</p> <p>D'après le plan de masse du site en date du 09/01/2020, ce bassin a un volume de 2 010 m<sup>3</sup>. Néanmoins, l'exploitant a également transmis un plan de défense incendie en date du 09/01/2020 sur lequel le volume indiqué est 1 640 m<sup>3</sup>.</p> <p>Par courriel du 15/11/2022, l'exploitant a transmis un plan de géomètre en date du 02/04/2020 par la société SCP PERRONNET-LUCAS confirmant que le volume du bassin de rétention est de 2 010 m<sup>3</sup>.</p> <p>Une vanne martelière actionnable localement et à distance est présente à proximité du bassin, et bien identifiée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 11 : Points d'eau incendie

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 17/06/2022, article 713
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Points d'eau incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Pour ce faire, l'établissement dispose d'un réseau de 8 poteaux incendie privés (8 points d'eau incendie). A défaut de satisfaire les besoins en eau incendie (540 m<sup>3</sup>, soit 270 m<sup>3</sup>/h pour 2 heures) par les poteaux, une réserve complète les besoins et est implantée face à la cellule 1 (angle nord). La réserve est équipée d'aires d'aspiration, à raison d'une aire d'aspiration par tanche de 120 m<sup>3</sup>. Chaque aire d'aspiration est dotée de raccords DN 100 mm et présente une surface de 32 m<sup>2</sup> (8 m x 4 m).</p> <p>Le réseau poteaux incendie est maillé et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture, lors d'un sinistre par exemple, soit isolée. Dans le cas où le réseau alimentant les hydrants est surpressé, ces derniers sont équipés de limiteurs de pression intégrés.</p> <p>Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie [...]</p>
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas communiqué au service d'incendie et de secours les mesures des débits et des pressions délivrés par les poteaux incendie.
<p><b>Observations :</b> La présence des 8 poteaux incendie a bien été constaté lors de la visite terrain. Ils sont numérotés.</p> <p>Le SDIS indique que les valeurs de débit et de pression n'ont pas été transmises.</p> <p>La réserve incendie de 663 m<sup>3</sup> est présente et bien identifiée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 12 : RIA

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 17/06/2022, article 7.22.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p> <p>Sans préjudice d'autres réglementations, l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement par un organisme extérieur les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie suivants selon la fréquence définie ci-dessous :</p> <p>[...] Robinets d'incendie armés (RIA) : Annuelle [...]</p>
<p><b>Constats :</b> Le registre de sécurité n'est pas tenu à jour.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que les RIA sont vérifiés annuellement.</p>
<p><b>Observations :</b> Lors de la visite, l'inspection constate par sondage qu'aucune date de dernière vérification n'est pas indiquée sur les RIA.</p> <p>Le registre de sécurité ne fait pas apparaître de date de vérification des RIA.</p> <p>Par courriel, l'exploitant a transmis une attestation de la société SOGEPROG indiquant que la prochaine vérification des RIA sera réalisée les 23, 26 et 27 décembre 2022.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 13 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 17/06/2022, article 715.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p> <p>A proximité d'au moins une issue, est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique générale ou de chaque cellule.</p> <p>Dans le cas des cellules de liquides inflammables (1436, 4331 et 4755), à proximité d'au moins une issue de chacune de ces cellules, n°6 et n°7, est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique générale ou de la cellule. [...]</p>
<b>Constats :</b> Les installations électriques ne sont pas entretenues en bon état.
<p><b>Observations :</b> Par sondage, il a été constaté la présence d'un interrupteur central à proximité d'une issue, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique de la cellule.</p> <p>Lors de l'inspection, il a été demandé à l'exploitant de transmettre le dernier rapport de vérification des installations électriques. Par courriel du 15/11/2022, l'exploitant a transmis le rapport de vérification des installations électriques Q18 en date du 05/07/2021 (intervention du 28/06/2021) par la société BUREAU VERITAS et les comptes-rendu Q18 et Q19.</p> <p>Le compte-rendu de vérification des installations électriques Q18 en date du 28/06/2021 par la société BUREAU VERITAS indique que l'installation électrique "peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion".</p> <p>Le compte-rendu de contrôle d'une installation électrique par thermographie infrarouge Q19 en date du 28/06/2021 par la société BUREAU VERITAS indique : "aucune anomalie constatée en 2021".</p> <p>L'exploitant indique que la prochaine vérification des installations électriques est prévue pour les 29-30/11/2022.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 14 : Protection contre la foudre**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 17/06/2022, article 715.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection contre la foudre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications. Ces documents sont mis à jour conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel en vigueur.
<b>Constats :</b> Pas de non-respect des prescriptions constaté.
<b>Observations :</b> L'exploitant a présenté un classeur foudre, contenant notamment les documents suivants : - Analyse du risque foudre en date du 12/08/2016 par la société Pouyet Services ; - Étude du risque foudre en date du 12/08/2016 par la société Pouyet Services et le complément établi par la société Établissements RENARD ; - Rapport de vérification en date du 21/03/2022 par la société SOGEPROG concluant que l'installation paratonnerre est non-conforme (absence de trappe de visite) et que l'installation para-foudre est conforme ; - DOE du 31/05/2022 concernant les travaux de mise en conformité suite au rapport du 21/03/2022.  Par sondage, il a été constaté qu'un compteur foudre du site affiche 0. L'exploitant indique qu'un relevé des compteurs foudre est réalisé après chaque orage par la société Sogeprog. Ce relevé est tracé dans le classeur foudre.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 15 : POI**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 17/06/2022, article 7.25
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit établir un Plan d'Opération Interne (P.O.I.) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarii dans la notice de dangers au plus tard dans les trois mois suivants la mise en service. [...]         Des exercices réguliers sont réalisés pour tester le P.O.I.. Ces exercices doivent avoir lieu régulièrement et en tout état de cause au moins une fois tous les trois ans, et après chaque changement important des installations ou de l'organisation. Des exercices de P.O.I. sont organisés régulièrement en commun avec les établissements de la ZAC des Portes de Chambord situés dans le voisinage immédiat.
L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour chaque exercice. Le compte rendu accompagné si nécessaire d'un plan d'actions est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et à la direction départementale des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas établi un Plan d'Opération Interne dans les trois mois suivants la mise en service.
<b>Observations :</b> L'exploitant indique que le POI est actuellement en cours de finalisation et qu'il est prévu de solliciter le SDIS sur le projet de POI.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet